

Chère Madame,

Le témoignage que vous me rapportez retient l'attention du CSNPH et du BDF.

Je peux déjà vous dire que votre courriel est porté à l'ordre du jour du Bureau du CSNPH du 6 juillet prochain. Le secrétariat du BDF examine aussi pour l'instant avec l'EDF le contenu et la portée de la réglementation européenne.

Si de votre côté, vous disposez de textes réglementaires, de considérations scientifiques ou autres qui pourraient alimenter la position BDF/CSNPH, n'hésitez pas à nous les communiquer. Avez-vous par exemple des retours des maisons de repos ou autres maisons d'accompagnement ? qu'envisagent-ils de faire concrètement ? La région wallonne/bruxelloise a-t-elle été interpellée ?

Le secrétariat du CSNPH/BDF vous reviendra après le 6 juillet.

Avec toute ma considération,

Gisèle Marlière,

Met vriendelijke groet,
Cordialement,
Véronique Duchenne



Conseil Supérieur National des Personnes Handicapées

Finance Tower - Boulevard du Jardin Botanique 50, boîte 150, 1000 Bruxelles

Nationale Hoge Raad voor Personen met een Handicap

Finance Tower - Kruidtuinlaan 50, bus 150, 1000 Brussel

+32 (0)2 509 84 21

csnph.nhrph@gmail.com

<http://ph.belgium.be>

Rien sur nous sans nous - Niets over ons zonder ons

De : Sonja Desimpel <sonja.desimpel@outlook.com>

Envoyé : dimanche 28 juin 2020 22:07

À : info@ph.belgium.be

Cc : Jean-Marie HUET <jm@jmhuet.be>

Objet : Interdiction européenne de la vente des pailles en plastique

Bonjour Madame Marlière,

Suite à l'interdiction européenne, prévue en 2021, de toute une série d'objets en plastique dont les pailles, j'ai été mandatée par l'ABMM pour vous faire part de la plus grande inquiétude des personnes en situation de handicap qui ne pourront plus, très bientôt, boire de manière autonome. Qu'elles soient paralysées du fait de leur maladie neuromusculaire ou qu'elles aient

d'importants mouvements involontaires et une rigidité musculaire à cause de leur infirmité motrice cérébrale, beaucoup sont dans l'impossibilité d'utiliser leurs membres supérieurs et n'ont pas d'autres choix que de recourir à ce précieux accessoire. Elles m'expliquent qu'elles ne savent pas utiliser les substituts qui commencent à arriver sur le marché, cela pour plusieurs raisons.

Tout d'abord les différents matériaux de substitution n'offrent pas les mêmes possibilités de mise en bouche que le plastique. Pour citer quelques exemples, les pailles métalliques ou en bambou sont très dures et peuvent blesser les utilisateurs. Elles ne sont pas flexibles, non plus. Les pailles en carton, quant à elles, s'écrasent trop facilement entre les dents, déforment le goût des aliments et sont inutilisables avec des boissons chaudes. Le choix est encore plus réduit puisqu'elles doivent également être pliables, ce qui n'est pas le cas pour toutes les alternatives.

Ensuite, la question de l'hygiène se pose également, même avec les modèles en silicone proposés actuellement sur le marché. Et cela d'autant plus que l'utilisateur, n'est pas physiquement apte à laver lui-même ses pailles et doit le demander à un prestataire d'aide. Non seulement cela va encore augmenter sa demande d'aide et le rendre davantage dépendant mais cela va également lui faire courir des risques pour sa santé. La présence de différents virus et bactéries (virus des voies respiratoires, herpès, mycoses etc...) après utilisation des pailles va nécessiter un nettoyage rigoureux pour que leur réutilisation puisse se faire en toute sécurité. Or, cela ne sera pas souvent le cas puisque les prestataires n'ont pas toujours le temps ou n'appliquent pas suffisamment les règles d'hygiène élémentaires. De même, toutes les personnes en situation de handicap ne disposent pas d'un lave-vaisselle, loin de là.

Enfin, contrairement aux autres consommateurs, les pailles sont utilisées en grande quantité et cela va donc représenter un coût supplémentaire pour les personnes en situation de handicap. Ce coût englobera l'achat à proprement parler mais aussi le coût du nettoyage, y compris le supplément d'aide nécessaire.

Dès lors, dans quelle mesure des pailles en plastique à usage unique pourraient être encore fournies à prix égal lorsqu'elles ne seront plus disponibles pour le grand public ? À cet égard, veillons également à ce que cet accessoire en vente libre jusqu'à présent, ne soit pas, par la suite, médicalisé. Nous craignons que les utilisateurs concernés par cette problématique doivent, dans l'avenir, avoir obligatoirement une prescription médicale et/ou l'autorisation du médecin-conseil pour pouvoir « simplement » boire de manière autonome. Dans la même optique, ces consommateurs vont-ils avoir un droit de regard sur le choix des modèles de pailles en plastique qui resteront, nous l'espérons, encore disponibles ?

Il va de soi que l'environnement doit être préservé mais cela ne peut pas se faire au détriment de la qualité de vie et de l'autonomie des personnes en situation de handicap.

Aussi, pourrions-nous vous demander d'avoir votre soutien en tant que Présidente du Conseil Supérieur National des Personnes Handicapées et Secrétaire générale du BDF ?

En vous remerciant de l'attention que vous porterez à mon courriel, je vous prie d'agréer, Madame Marlière, mes salutations distinguées.

Sonja Desimpel